

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.21/Rev.1

4 novembre 1997

(97-4846)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA SLOVENIE

Offre révisée sur les services financiers

Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande de la République de Slovénie aux membres du Comité du commerce des services financiers.

Se référant à l'offre initiale contenue dans le document S/FIN/W/12/Add.21, daté du 11 octobre 1997, la République de Slovénie a le plaisir de présenter ci-joint son offre révisée sur les services financiers.

L'offre révisée contient des modifications techniques par rapport à l'offre initiale présentée par la République de Slovénie le 11 octobre 1997.

Cette offre est conditionnelle et la République de Slovénie se réserve le droit de modifier ou de retirer tout ou partie des engagements d'ici au 12 décembre 1997.

L'offre tient compte des modifications qu'il est proposé d'apporter à la législation relative au secteur des services financiers et qui seront adoptées d'ici la fin de l'année 1998.

REPUBLIQUE DE SLOVENIE
LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES - OFFRE REVISEE SUR LES SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p><u>Investissements:</u></p> <p>3) Dans le cas des services financiers, l'autorisation est délivrée par les autorités mentionnées sous "Engagements sectoriels" et dans les conditions qui y sont indiquées</p> <p>Aucune limitation n'est imposée à la création d'un nouvel établissement (investissements "en terrain vierge")</p> <p>Les services considérés en République de Slovénie comme des services publics sur le plan national ou local peuvent faire l'objet de monopoles publics ou de concessions à des exploitants privés, comme indiqué sous "Engagements sectoriels"</p>	<p>3) Pour pouvoir établir des succursales, les sociétés étrangères doivent être immatriculées au registre du commerce de leur pays d'origine depuis au moins une année</p> <p><u>Subventions:</u></p> <p>Néant, sauf pour les succursales établies en République de Slovénie par une société étrangère. Le droit à des subventions de la République de Slovénie peut être réservé aux personnes morales établies sur son territoire ou dans une subdivision géographique particulière de ce territoire. Non consolidé pour ce qui concerne les subventions à la recherche-développement. La fourniture d'un service ou le fait de subventionner un service dans le secteur public n'est pas contraire à cet engagement.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Régime de l'immobilier:</u></p> <p>Les personnes morales établies en République de Slovénie avec une participation étrangère peuvent acquérir des biens immobiliers qui y sont situés.</p> <p>Les succursales* établies en République de Slovénie par des personnes étrangères ne peuvent acquérir que les biens immobiliers, terrains non compris, indispensables à l'exercice des activités économiques pour lesquelles elles ont été établies</p>	<p>Au moins la moitié des membres ordinaires du conseil d'administration doivent avoir la nationalité slovène. Le directeur général d'une société à responsabilité limitée ou à tout le moins son fondé de pouvoir doit avoir la nationalité slovène. Tout ressortissant étranger, directeur d'une succursale implantée en République de Slovénie par une personne morale étrangère, doit résider en République de Slovénie.</p>	

* Selon la Loi relative aux sociétés commerciales, les succursales établies en République de Slovénie ne sont pas considérées comme des personnes morales mais, en ce qui concerne leur exploitation, leur traitement est le même que celui des filiales, conformément à l'article XXVIII, paragraphe g), de l'AGCS.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>L'acquisition de biens immobiliers situés à moins de 10 km de la frontière par des sociétés dont la majorité du capital ou des droits de vote appartiennent directement ou indirectement à des personnes morales ou des ressortissants d'un autre Membre est subordonnée à une autorisation spéciale</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne les mesures applicables à l'admission et au séjour temporaire, sans examen des besoins économiques*, d'une personne physique appartenant à l'une ou l'autre des catégories suivantes:</p> <p><u>Personnes en voyage d'affaires</u></p> <p>Personnes physiques qui séjournent en République de Slovaquie, sans recevoir de rémunération en République de Slovaquie ou venant de ce pays et sans vendre directement au public ni fournir de services, aux fins de participer à des</p>	<p>4) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne les mesures applicables aux personnes physiques visées dans la colonne sur l'accès aux marchés</p> <p>Dans la mesure où des personnes physiques peuvent bénéficier de subventions, celles-ci peuvent être réservées aux personnes de nationalité slovaque</p>		

* Toutes les autres dispositions des lois et des règlements concernant l'admission, le séjour, le travail et la sécurité sociale continueront de s'appliquer, y compris les règlements relatifs à la durée du séjour, aux salaires minimaux et aux conventions collectives.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>réunions ou contacts d'affaires, y compris à des négociations pour la vente de services et à d'autres activités similaires, notamment pour préparer l'établissement d'une présence commerciale en République de Slovénie</p> <p>La durée des visas délivrés pour un séjour temporaire est limitée à 90 jours</p> <p><u>Personnes transférées à l'intérieur de leur entreprise*</u></p> <p>Personnes physiques d'un autre Membre qui ont été employées par des personnes morales d'un autre Membre pendant une période d'au moins trois ans précédant immédiatement leur admission ou qui y ont participé en tant qu'associés (mais non en tant qu'actionnaires majoritaires), soit:</p>		

* Une "personne transférée à l'intérieur de son entreprise" est définie comme une personne physique qui travaille dans une entreprise constituée en personne morale, autre qu'une organisation sans but lucratif, établie sur le territoire d'un Membre de l'OMC, et qui est transférée à titre temporaire en vue de la fourniture d'un service par le biais d'une présence commerciale sur le territoire de la République de Slovénie; les personnes morales en question doivent avoir leur lieu d'activité principal sur le territoire d'un Membre de l'OMC et le transfert doit être effectué vers un établissement de cette personne morale qui fournit effectivement des services similaires sur le territoire de la République de Slovénie.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>a) Personnes physiques de niveau hiérarchique élevé qui ont essentiellement pour tâche de gérer l'établissement et qui reçoivent des directives ou des indications de caractère général principalement du conseil d'administration ou des actionnaires de l'entreprise ou de leur équivalent; en particulier ces personnes:</p> <ul style="list-style-type: none">- dirigent l'établissement ou un de ses départements ou services;- supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres;- sont personnellement habilitées à recruter et à licencier du personnel ou à prendre d'autres décisions concernant le personnel.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) Personnes physiques qui travaillent dans une entreprise constituée en personne morale, qui possèdent des connaissances spéciales et des qualifications exceptionnelles indispensables pour les services, le matériel de recherche, les techniques ou la gestion de l'établissement. Pour évaluer ces connaissances spéciales, il sera tenu compte non seulement des connaissances présentant un intérêt particulier pour l'établissement mais également du fait que la personne en question est ou non hautement qualifiée pour un travail ou un métier qui exige des connaissances techniques particulières, y compris de son appartenance à une profession agréée.</p> <p>Le séjour temporaire des "personnes transférées à l'intérieur de leur entreprise" est limité à la durée d'un "visa d'affaires" et d'un permis de résidence, qui peuvent être accordés pour un an et prolongés</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
1. L'admission sur le marché de nouveaux services ou produits financiers peut être subordonnée à l'existence d'un cadre réglementaire visant à atteindre les objectifs mentionnés au paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers, et à la conformité à ce cadre.			
2. En règle générale et de façon non discriminatoire, les établissements financiers constitués en sociétés en République de Slovénie doivent adopter une forme juridique précise.			
3. Les activités d'assurance et de banque doivent être exercées par des fournisseurs de services financiers juridiquement distincts.			
4. Les services de placement ne peuvent être fournis que par des banques ou des sociétés d'investissement.			
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u> comme définis dans l'"Annexe sur les services financiers" (paragraphe 5 a), alinéas i) à iv))			
i) Assurance directe (y compris la coassurance)			
A) Sur la vie B) Autre que sur la vie	1), 2) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne l'assurance du transport maritime, du transport aérien commercial et du fret, cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après: marchandises transportées, véhicule transportant les marchandises et toute responsabilité en découlant, ainsi que les marchandises en transit international	1), 2) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne l'assurance du transport maritime, du transport aérien commercial et du fret, cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après: marchandises transportées, véhicule transportant les marchandises et toute responsabilité en découlant, ainsi que les marchandises en transit international	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les services d'assurance de mutuelles sont réservés aux sociétés établies en République de Slovénie.</p> <p>3) L'établissement en Slovénie est subordonné à la délivrance d'une licence par le Ministère des finances. Les personnes étrangères ne peuvent créer des compagnies d'assurance que sous la forme d'une coentreprise avec un partenaire slovène et la participation étrangère est limitée à 99 pour cent. Les personnes étrangères peuvent acquérir des actions de compagnies d'assurance slovènes ou y augmenter leur participation sous réserve de l'agrément préalable du Ministère des finances.</p> <p>Pour délivrer une licence ou agréer l'acquisition d'actions d'une compagnie d'assurance slovène, le Ministère des finances tient compte des critères ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dispersion de l'actionariat et l'existence d'actionnaires de différents pays; 	<p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
ii) Réassurance et rétrocession	<ul style="list-style-type: none"> - la fourniture de nouveaux produits d'assurance et le transfert de savoir-faire apparenté, si l'investisseur étranger est une compagnie d'assurance. <p>Non consolidé pour ce qui concerne la participation étrangère dans les compagnies d'assurance en cours de privatisation</p> <p>Non consolidé pour ce qui concerne les succursales, bureaux de représentation et agences d'assureurs</p> <p>Seules les sociétés établies en République de Slovénie peuvent être membres de mutuelles.</p>			
	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Les compagnies de réassurance établies en République de Slovénie ont la priorité pour la collecte des primes d'assurance. Si elles sont incapables de parvenir à une péréquation de tous les risques, ceux-ci peuvent être rétrocédés à l'étranger.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>iii) Inter médiation en assurance, par exemple activité de courtage et d'agence</p> <p>iv) Services auxiliaires de l'assurance, par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> - services de consultation - services actuariels - évaluation des risques - liquidation des sinistres 	<p>3) La participation étrangère dans les compagnies de réassurance est limitée à une participation majoritaire au capital</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) La prestation de services de consultation et de liquidation des sinistres est subordonnée à la constitution en personne morale et au consentement de la Direction générale des assurances.</p> <p>La prestation de services actuariels et de services d'évaluation des risques est réservée aux établissements professionnels.</p> <p>L'exploitation est limitée aux activités visées sous les points 7 A) i) et ii) de la présente liste</p>	<p>3) Néant, si ce n'est qu'une compagnie d'assurance à participation étrangère majoritaire ne peut pratiquer la réassurance ni établir de compagnie de réassurance</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Pour les chefs d'entreprises individuelles, la résidence en République de Slovénie est obligatoire.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> comme définis dans l'"Annexe sur les services financiers"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I; pour les services actuariels et les services d'évaluation des risques, il faut être résident, se soumettre à un examen, être membre de l'Association des actuaires de la République de Slovénie et avoir une bonne connaissance de la langue slovène	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
v) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public	1), 2) Non consolidé sauf pour l'acceptation de crédits (emprunts de tout type) et l'acceptation de garanties et d'engagements d'établissements de crédit étrangers par des personnes morales et des chefs d'entreprises individuelles slovènes.	1) Néant, si ce n'est que les personnes étrangères ne peuvent offrir de valeurs mobilières que par l'entremise de banques ou de sociétés de courtage slovènes. Les membres de la Bourse de Slovénie doivent être constitués en sociétés en République de Slovénie.	
vi) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales		2) Néant, si ce n'est que seules des personnes morales établies en République de Slovénie peuvent recevoir en dépôt des actifs de fonds de placement.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>vii) Crédit-bail</p> <p>viii) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites</p>	<p>3) L'établissement des banques de toute nature est subordonné à la délivrance d'une licence par la Banque de Slovénie.</p> <p>La Banque de Slovénie peut autoriser des banques, filiales et succursales de banques étrangères, à assurer la totalité ou une partie seulement des services bancaires, en fonction du montant du capital.</p>	3) Néant	
<p>ix) Garanties et engagements (sauf du Trésor)</p>	<p>Non consolidé pour ce qui concerne la participation étrangère dans les banques en cours de privatisation</p>		
<p>x) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autres, sur:</p>	<p>Non consolidé pour les banques de crédit hypothécaires, caisses d'épargne et établissements de prêt de toute nature</p> <p>Non consolidé pour ce qui concerne la création de fonds de pension privés (autres que statutaires)</p>		
<p>A) Instruments du marché monétaire (y compris chèques, effets, certificats de dépôt)</p>	<p>Les sociétés de gestion sont des entreprises commerciales constituées exclusivement aux fins de la gestion de fonds de placement</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
B) Devises	<p>Les personnes étrangères peuvent directement ou indirectement acquérir au maximum 20 pour cent des actions ou droits de vote de ces sociétés; l'agrément de l'Office du marché des valeurs mobilières est obligatoire pour l'acquisition d'un pourcentage plus élevé</p> <p>Les sociétés d'investissement agréées (aux fins de la privatisation) sont des sociétés constituées aux seules fins de rassembler les certificats de propriété (bons) et d'acheter les actions émises conformément à la réglementation sur la transformation du régime de propriété. Les sociétés de gestion agréées sont constituées à la seule fin de gérer les sociétés d'investissement agréées.</p>			
C) Produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options				
D) Instruments du marché de changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme				
E) Valeurs mobilières négociables				
F) Autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal				
xi) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent et prestation de services relatifs à ces émissions (à l'exclusion des bons du Trésor)	<p>Les personnes étrangères peuvent directement ou indirectement acquérir au maximum 10 pour cent des actions ou droits de vote des sociétés de gestion agréées (aux fins de la privatisation); l'agrément de l'Office du marché des valeurs mobilières est obligatoire, avec le consentement du Ministère des relations économiques et du développement, pour l'acquisition d'un pourcentage plus élevé</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>xii) Courtage monétaire</p> <p>xiii) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, services de garde, services de dépositaire et services fiduciaires (à l'exclusion de la gestion des fonds de pension)</p> <p>xiv) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables</p>	<p>Les investissements des fonds de placement en valeurs mobilières émises à l'étranger sont limités à 10 pour cent de leurs investissements. Ces valeurs mobilières doivent être cotées dans des bourses des valeurs préalablement désignées par l'Office du marché des valeurs mobilières.</p> <p>Les valeurs mobilières émises à l'étranger qui n'ont pas encore été offertes sur le territoire de la République de Slovénie ne peuvent l'être que par une société de courtage ou une banque autorisée à effectuer ces transactions. Avant de faire son offre, la société de courtage ou la banque devra obtenir l'autorisation de l'Office du marché des valeurs mobilières.</p> <p>La demande d'autorisation devra être accompagnée du projet de prospectus et de documents attestant que le garant de l'émission est une banque ou une société de courtage, sauf dans le cas de l'émission d'actions par des sociétés étrangères</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p>	